l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

CHS Novillars

Besançon, le 17/01/2022

Faire entendre partout notre colère !

Jeudi 13 janvier, l'Éducation nationale était massivement en grève. Même la principale fédération de parents d'élèves avait appelé à ne pas envoyer les enfants à l'école.

Le ras-le-bol des profs

Il faut dire que le ras-le-bol était général. Le 3 janvier, pour Blanquer, la rentrée scolaire était supposée se dérouler « normalement ». En pleine vague Omicron. Toujours sans protection : pas de masques chirurgicaux ou FFP2, pas de capteurs de CO_2, pas d'aérateurs, pas de tests salivaires dans les écoles… Mais avec un nouveau « protocole » sanitaire, annoncé à la veille de la rentrée et par les médias ! Une usine à gaz de plus, imposant de faire tester les enfants cas contacts tous les deux jours…

Le résultat : une pagaille monstre qui a suscité la colère des profs qui, de leur propre aveu, s'étaient montrés « sages et patients » depuis vingt mois ! Mais aussi l'exaspération des parents contraints de jongler avec les gardes d'enfants et les queues devant des pharmacies débordées.

L'inquiétude du gouvernement

La grève du 13 a été appelée par tous les syndicats, mais elle est partie d'en bas. Une grève massive qui a entraîné un changement de ton du gouvernement. Car il sait bien que le mécontentement est profond. En effet, la crise sanitaire n'a fait que révéler des problèmes déjà anciens dans l'Éducation nationale : classes trop chargées, personnel en nombre insuffisant. Comme à l'hôpital, le gouvernement a continué à supprimer des centaines de postes chaque année malgré la situation. Alors qu'il faudrait plus de moyens face aux inégalités scolaires qui ont explosé depuis le confinement, c'est tout le contraire qui est fait.

La journée du 13 a permis de relever la tête, de s'offrir la satisfaction de voir Blanquer mis au second plan par Castex… Mais elle ne suffit pas ! Castex n'a lâché que quelques miettes.

Une partie des syndicats ont donné rendez-vous pour la suite le 20 janvier mais aussi le 27 janvier. Une date de grève interprofessionnelle sur les salaires, posée depuis un moment par les confédérations syndicales.

Préparer un mouvement d'ensemble

Cette journée ne doit pas rester une démonstration syndicale habituelle car, dans ce contexte, elle pourrait devenir bien plus !

Les motifs de mécontentement chez les profs sont les mêmes qu'à l'hôpital, les services publics et toutes les entreprises : suppressions de postes, conditions de travail insupportables et salaires bloqués depuis des années.

Dans le privé, pas une semaine ne passe sans qu'une grève sur les salaires n'éclate dans une entreprise comme chez Dassault, à Anglet, la semaine dernière où les salariés revendiquaient : *« Deux cents balles sinon pas de Rafale ! »*

Le 27 est donc l'occasion de nous retrouver, salariés du public comme du privé, pour dire notre ras-le-bol des salaires minables quand les prix – et les profits ! – explosent. Notre ras-le-bol de travailler dans des conditions qui ne font que se dégrader. L'occasion, donc, de reprendre la main et revendiquer une augmentation générale des salaires et des embauches massives.

L'occasion de nous sentir plus forts, de reprendre confiance et de retrouver le chemin d'une lutte générale, seule façon d'obtenir satisfaction.

Philippe Poutou : le candidat des luttes

Les grands partis voudraient canaliser notre colère vers la couleur du bulletin à mettre dans l'urne en avril prochain. À droite, c'est à qui se montrera le plus « ferme » contre les migrants, les fonctionnaires, les travailleurs en général. À gauche, on tente de camoufler l'absence de volonté de s'en prendre au capitalisme par les « primaires » de la gauche… ou l'apparition de candidats « surprise ».

Notre candidat, Philippe Poutou, se fait le porte-parole des préoccupations des classes populaires, affirmant que l'amélioration de nos conditions de vie et de travail se heurte au système capitaliste et que c'est cela qu'il faut abattre. Une voix qui détonne au milieu du concert de belles promesses !

Un bien triste constat

Les cas de Covid se multiplient au CHN. Aux Cyprès, onze patients sont positifs et il ne reste que cinq infirmiers négatifs pour faire fonctionner l'unité. D'autres services sont en difficulté, notamment les unités de personnes âgées et la MAS. Comme de nombreux hôpitaux, le CHN était déjà en pénurie d'effectif, une situation qui n'a cessé de se dégrader depuis des années à causes des restrictions budgétaires et d'une gestion lamentable…

Depuis le début de la crise, le gouvernement n'a rien fait pour enrayer cette situation, augmenter les effectifs dans les formations infirmières, aides-soignantes… Du coup on fait travailler davantage le personnel restant et dans des conditions de plus en plus dégradées.

La direction a donc décidé de sortir le carnet de chèques. Elle propose le paiement des heures supplémentaires à ceux qui les désirent. Travailler toujours plus, cela ne peut pas être une solution. Il faut des moyens conséquents pour la Santé, et vite.

Elle ne manque pas d'air

La direction propose donc de « monétiser » les heures supplémentaires, comme elle le dit. Dans une note de service, elle explique cependant que cela doit se faire dans le respect de la législation. Comme si celle-ci était respectée dans l'hôpital !

Les bascules à répétition, le jour de repos isolé qui doit faire 36 heures, le travail sur repos, le week-end sur deux, voilà longtemps que la direction se fiche de la loi.

Tout le monde n'est pas logé à la même enseigne

Comme ASH, nous ne sommes pas les mieux loties. La pression s'exerce sur nous aussi. La direction a dit qu'elle allait peut-être étendre à notre intention le paiement des heures supplémentaires, mais elle ne l'a toujours pas fait. En attendant, nous nous voyons contraintes de venir travailler sur repos, annuler nos congés et nos RTT.

Déshabiller Paul pour habiller Pierre

Pour faire face à la pénurie, nous devons aller travailler dans d'autres unités comme c'est le cas aux Cyprès ou il n'y a parfois personne du pavillon mais uniquement des renforts. La direction pense une nouvelle fois faire appel aux structures extérieures pour pallier le manque d'effectif. Un beau capharnaüm ou plus personne ne s'y retrouve, ni les patients ni nous.

Les vœux annulés

En raison de l'épidémie, les vœux du directeur sont annulés. Pas de petits fours ni de discours. En même temps, si c'était pour nous parler de la situation de l'hôpital, cela nous aurait déprimées. Sûr que cela doit aussi l'arranger.

Pas grand-chose de neuf

Le 25e organigramme du GHT (groupement hospitalier de territoire) vient de sortir. On y apprend comment sont organisés les différents établissements et qui occupe quel poste. On y voit surtout une structure proliférante avec un tas de responsables. Ce millefeuille bureaucratique tant décrié pendant la crise ne fait que s'alourdir de jour en jour.

L'IVG est un droit

Une manifestation a rassemblé quelques milliers de personnes dimanche à Paris à l'appel d'associations anti-IVG. Ces manifestants protestaient contre le projet de loi visant à faire passer le délai légal pour pouvoir avorter de douze à quatorze semaines. Les réactionnaires et les culs-bénis sont toujours là et se saisissent de toute occasion pour leur propagande contre le droit des femmes à disposer de leur corps. Le droit à l'avortement n'est toujours pas définitivement acquis, comme on le voit en Pologne ou au Texas par exemple. La vigilance s'impose et le combat est toujours d'actualité.

Pour 200 000 balles, t'as plus rien !

Le marché automobile s'est effondré avec l'apparition du Covid et a bien du mal à se relever. Mais pas sur tous les segments ! Les voitures à plus de 200 000 euros ne se sont jamais aussi bien vendues. Les possédants se ruent sur les Rolls, Bugatti, Bentley et autres Lamborghini. Comme dit le président de la Fédération italienne des concessionnaires : *« Après les crises, les riches sont plus riches et les pauvres sont plus pauvres.* » C'est bien ça qu'il faut changer !

Afghanistan : les talibans font le ménage

Les talibans ont exclu de leurs rangs 2 840 membres, car, pour des raisons diverses, ils *« donnaient une mauvaise réputation à l'État islamique »*. Quant à ceux qui interdisent aux femmes de travailler, de s'instruire, d'aller aux bains publics, de voyager seules ou de se promener tête nue, ils sont toujours… au gouvernement.

Pour nous écrire ou prendre contact, e-mail : etincelle25@free.fr
Notre site internet : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/